



## INSTITUTION ADOUR

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 06 mars 2024**  
(Convocation du 21 février 2024)

Aujourd'hui, le 06 mars 2024 à 11h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni à la salle Barbara Hendricks au centre d'animation d'Aire-sur-l'Adour, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

<b>Conseillers en exercice</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	8 8
<b>Présents</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	7 7
<b>Pouvoirs</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	0 0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>		
Pour		
<ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	7 7	
Contre		
<ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	0 0	
Abstention		
<ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	0 0	

Étaient présents :

Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne, M. Bernard Pouban, M. Bernard Verdier

Étaient excusés :

M. Thierry Carrère

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Membre

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



**OBJET : Conventions - Biodiversité - Convention cadre entre l'Institution Adour et l'établissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricole Mirande-Riscle, pour l'utilisation, par le personnel et les élèves de cet établissement, du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau comme support de formation pour l'année 2024**

### Exposé des motifs :

L'établissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricole de Mirande-Riscle et le lycée d'enseignement professionnel agricole de Riscle ont pour mission de former des élèves aux métiers de l'agriculture et de l'environnement, et de les préparer à s'intégrer dans le monde professionnel et à exercer des missions de gestion des milieux naturels et de l'espace rural, d'accueil et d'animation du public. Dans le cadre des activités pédagogiques, ils mettent en œuvre « chantiers école pédagogique », avec des interventions de nature diverse (élimination d'espèces ligneuses en bord de rivière ; dégagement et nettoyage ; entretien d'espaces : fauche, taille de haies, débroussaillage ; mises en œuvre de techniques de « génie végétal » ; gestion d'espèces exotiques envahissantes ; etc.).

L'Institution Adour, elle, met en œuvre diverses missions, dont la sensibilisation et la contribution à la formation aux enjeux de l'eau et des milieux aquatiques et connexes, de ses usages et de sa gestion ; à ce titre, elle développe des partenariats pour accompagner une politique en faveur du territoire. Et le site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau, propriété de l'Institution Adour, est un des outils pour cette mission de sensibilisation et de contribution à la formation, et il fait l'objet d'un plan de gestion pluriannuel.

Au regard de la convergence de ces missions de ces établissements de formation et de l'Institution Adour, il est apparu opportun d'engager un partenariat par convention ; les élèves trouveraient, sur le site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau, un terrain pour leurs « chantiers école pédagogique », et l'Institution Adour bénéficierait de leurs interventions pour contribuer à la gestion de ce site, le tout dans le respect des prérogatives de l'une et l'autre partie.

Un projet de convention-cadre a été élaboré pour définir les modalités de ce partenariat pour l'année 2024. Ce projet comprend une incidence financière pour l'Institution Adour, à hauteur de cent euros (100 €) par demi-journée d'intervention des élèves du lycée, à concurrence de 20 demi-journées sur l'année.

Vu la délibération n°64/2021 du comité syndical en date du 22 septembre 2021 concernant l'élection de Monsieur Paul Carrère en tant que Président de l'Institution Adour,

Vu la délibération n°122/2021 du comité syndical en date du 29 septembre 2021 concernant les délégations au Bureau et notamment l'approbation de conventions avec toute personne morale ou physique, hors convention de stage pour accueillir des personnes en cursus de formation,

Considérant les missions d'enseignement de l'établissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricole de Mirande-Riscle et le lycée d'enseignement professionnel agricole de Riscle,

Considérant les missions de sensibilisation de l'Institution Adour, en particulier celles menées en s'appuyant sur site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau,

Considérant les intérêts partagés de l'Institution Adour, pour la gestion du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau, et de l'établissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricole de Mirande-Riscle et le lycée d'enseignement professionnel agricole de Riscle, pour la mise en œuvre de « chantiers école pédagogique » pour leurs élèves sur ce site,

Considérant les termes du projet de convention-cadre tel qu'annexé, qui fixe les modalités d'intervention des deux parties et leurs obligations respectives,

Considérant que le montant - net non assujetti à la TVA - de la contribution financière de l'Institution Adour est de cent euros (100 €) par demi-journée d'intervention des élèves du lycée, à concurrence de 20 demi-journées sur l'année, et que ces dépenses sont déjà prévues dans le budget de l'opération couvrant la gestion du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau,

### LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.*



## DECIDE

### Article 1

- d'approuver les termes de la convention à intervenir entre l'Institution Adour et l'établissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricole de Mirande-Riscle et le lycée d'enseignement professionnel agricole de Riscle pour définir les modalités d'une collaboration sur l'année 2024 pour des « chantiers école pédagogique », telle qu'annexée,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

### Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 06 mars 2024 à Aire-sur-l'Adour,

Le Président,

Paul CARRÈRE

Envoyé en préfecture le 12/03/2024

Reçu en préfecture le 12/03/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20240306-240306H2026H1-DE



**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



**ENSEIGNEMENT  
AGRICOLE**



## CONVENTION

Convention cadre pour l'utilisation  
par l'établissement public local d'enseignement et de formation  
professionnelle agricole de Mirande-Riscle et le lycée d'enseignement  
professionnel agricole de Riscle  
du site naturel de Jû-Belloc - Hères - Castelnau  
comme support de formation pour l'année 2024

**Entre :**

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° AAA\_X\_NN en date du 6 mars 2024, ci-après dénommée : l'EPTB

**Et :**

L'établissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricole de Mirande-Riscle et le lycée d'enseignement professionnel agricole de Riscle, représenté par son Directeur Monsieur Nicolas PETIT, dûment autorisé aux fins de la présente ci-après dénommé : le Lycée,

**Préambule**

Le Lycée a pour mission de former des élèves pour leur permettre d'accéder aux métiers de l'agriculture et de l'environnement. Les élèves sont préparés à s'intégrer dans le monde professionnel et à exercer des missions de gestion des milieux et de l'espace rural, d'accueil et d'animation du public.

Dans le cadre de ses activités pédagogiques, le Lycée met en œuvre des « chantiers école pédagogique ». Ces travaux pratiques concernent la filière nature : Nature Jardin Paysage Forêt (NJPF) et Gestion des milieux naturels et de la faune (GMNF), où les élèves se forment aux capacités professionnelles suivantes :

- conduire en sécurité des travaux d'entretien d'espaces naturels et de reconstitution d'écosystèmes ;
- conduire en sécurité le travail d'une équipe sur une intervention de génie écologique dans une perspective de durabilité ;
- valoriser les espaces naturels par la mise en œuvre d'action d'accueil du public et d'animation nature.

L'Institution Adour, établissement public territorial de bassin (EPTB) du bassin de l'Adour, met en œuvre diverses missions, dont la sensibilisation et la contribution à la formation aux enjeux de l'eau et des milieux aquatiques et connexes, de ses usages et de sa gestion ; à ce titre, elle développe des partenariats pour accompagner une politique en faveur du territoire. Le site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau, propriété de l'EPTB, est un des outils pour cette mission de sensibilisation et de contribution à la formation.

Une partie des « chantiers école pédagogique » pourrait être réalisée en partenariat par les élèves du Lycée de Riscle et les services de l'EPTB, sur des secteurs du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau.

Au regard des intérêts partagés, il est envisagé d'engager un partenariat par convention.

\*\*\*

Vu la délibération n° AAA\_X\_NN en date du 6 mars 2024 de l'Institution Adour approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV**





## Article 1. Objet de la convention

La présente convention cadre a pour objet de définir le partenariat programmé d'un commun accord entre le Lycée et l'EPTB, pour la réalisation de « chantiers école pédagogique » en partenariat par les élèves du Lycée (formations « Nature Jardin Paysage Forêt » et « Gestion des milieux naturels et de la faune ») et les services de l'EPTB, sur des secteurs du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau.

## Article 2. Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention prendra effet à compter de la date de signature et s'achèvera au 30 juin 2025.

La présente convention pourra être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties sous réserve d'un préavis de 3 mois adressé à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

## Article 3. Périmètre géographique du projet

Les espaces concernés par la convention se situent tous à l'intérieur du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau, propriété de l'EPTB.

Leur localisation exacte sera décidée d'un commun accord entre le Lycée et l'EPTB.

## Article 4. Engagements et attendus des parties

### 4.1. Rôle et missions de l'EPTB

L'EPTB présentera le site naturel dans son ensemble, ses enjeux et sa gestion, a minima aux enseignants du Lycée, et si possible aux élèves, avant l'intervention sur le terrain. L'EPTB désignera les secteurs du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau devant faire l'objet d'aménagements et susceptibles, à ce titre, de servir de terrain de réalisation de « chantiers école pédagogique » du Lycée, et rappellera les dispositions du plan de gestion du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau actuellement en vigueur (plan pour la période 2018-2024).

### 4.2. Rôle et missions du Lycée

Les enseignants du Lycée retiendront les projets parmi ceux présentés par l'EPTB, en fonction des objectifs pédagogiques à atteindre, de la dangerosité des activités, des équipements nécessaires et du temps scolaire disponible.

Dans le cadre des formations dispensées au travers de ces « chantiers école pédagogique », les travaux pratiques effectués par les élèves pourront consister en (liste non exhaustive) : élimination d'espèces ligneuses en bord de rivière ; dégagement et nettoyage ; entretien d'espaces (fauche, taille de haies, débroussaillage) ; mises en œuvre de techniques de « génie végétal » ; gestion d'espèces exotiques envahissantes ; ramassage et gestion des rémanents ; plantation d'arbres et entretien.

Des visites techniques et des actions de suivi de populations peuvent être réalisées, en accord entre les parties, avec éventuellement des intervenants.

## Article 5. Désignation des interventions et modalités d'exécution

L'EPTB s'engage à mettre à disposition les espaces qu'elle souhaite aménager, et à fournir aux enseignants les documents utiles à la réalisation des activités (plans, cartes...).

Chaque chantier se déroulera en présence d'au moins un représentant ou agent de l'EPTB. Son temps de présence pourra être modulé en fonction de l'avancée des travaux.

La programmation des interventions sera annuelle de façon à permettre à l'EPTB d'intégrer ces dernières dans ses programmes d'activités et dans sa prévision budgétaire.





Un suivi de l'intervention sera organisé entre le technicien de l'EPTB et le coordinateur de la filière « Aménagement » du Lycée.

## Article 6. Conditions de sécurité et responsabilités

Les conditions de sécurité se réfèrent au document unique de prévention des risques du Lycée, à la déclaration de dérogation pour les travaux interdits concernant des élèves mineurs en « chantier école pédagogique » transmise à la DIRECCTE du Gers.

Les élèves ainsi que les enseignants devront se munir des équipements de protections individuelles lors de la réalisation du chantier.

Lors des chantiers les élèves sont sous la responsabilité exclusive des enseignants et n'utiliseront que les équipements ou les outils du Lycée.

## Article 7. Obligations et droits

Toutes les interventions concernées par la présente convention devront respecter les dispositions du plan de gestion du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau pour la période 2018-2024.

Il n'y a pas d'objectif de productivité sur ces chantiers école à but pédagogique. S'agissant de travaux mettant en œuvre des gestes en cours d'acquisition par des élèves, le Lycée ne peut être tenu pour responsable d'éventuel défaut dans la réalisation des chantiers.

## Article 8. Communication

Les deux parties pourront valoriser les actions mises en œuvre par les élèves du Lycée par tout moyen de communication.

## Article 9. Engagement financier des parties

L'EPTB s'engage à participer aux coûts de chantier à hauteur de cent euros (100 €) par demi-journée de travaux effectués par les élèves du Lycée, pour un nombre maximal de demi-journées fixé à vingt (20). Le montant est net non assujéti à la TVA

Le Lycée établira en juin une facture pour l'ensemble des prestations de l'année scolaire écoulée.

## Article 10. Assurances

Le Lycée s'engage à assurer tous les élèves pour les risques liés au travail auprès de la MSA du Gers. En cas d'accident matériel mettant en cause la responsabilité du Lycée, une assurance est souscrite auprès de la MAIF n° 0713609 R.

Le Lycée ne pourra être tenu responsable en cas d'accident qui surviendrait sur les lieux de ses interventions à des personnes extérieures à ses services.

L'EPTB ne peut être tenu responsable d'accidents ou de dommages occasionnés à des tiers du fait des interventions faisant l'objet de la convention.

La responsabilité de l'EPTB ne sera engagée qu'au titre des dommages causés ou subis du fait des opérations d'aménagement menées sous sa responsabilité.

## Article 11. Modification des clauses

La présente convention ne pourra être modifiée ou adaptée, dans ses termes ou ses dispositions pratiques que par voie d'avenant signé entre les parties étant précisé que le projet d'avenant devra être validé préalablement par les parties.





## Article 12. Résiliation de la convention

La convention pourra être dénoncée par :

- l'EPTB, dans le cas où le Lycée n'assurerait plus tout ou partie de sa mission telle que définie à l'article 4, avec un préavis d'un mois par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- le Lycée, si ce dernier ne pouvait plus assurer sa mission et après qu'il en aurait délibéré, avec un préavis de 1 mois.

## Article 13. Clause résolutoire

Il est expressément convenu qu'à défaut de respecter les engagements ci-dessus après mise en demeure infructueuse de se conformer à la convention, la présente convention sera résiliée de plein droit sans formalité judiciaire.

## Article 14. Contestations

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est le Tribunal administratif de Pau.

Fait en 2 exemplaires originaux.

À Mont-de-Marsan, le .....

**Paul Carrère**  
Président de l'Institution Adour

**Nicolas PETIT**  
Directeur de l'EPLEFPA Mirande-Riscle

